



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 11 – 18 mars 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- Boris Johnson dévoile des éléments de sa future stratégie de sécurité énergétique en misant notamment sur le développement de l'énergie solaire

### Climat & Energie

- Le gouvernement n'exclut pas de prolonger la durée d'exploitation des dernières centrales à charbon
- Des députés conservateurs appellent à une réforme du système de subvention des énergies renouvelables
- Les prix de l'acier produit par *British Steel* augmentent de 25 % en raison de la hausse des coûts de l'électricité

### Environnement

- Un rapport du *Climate Change Committee* (CCC) juge insuffisantes les mesures d'adaptation au changement climatique du gouvernement Ecossais
- L'autorité de la concurrence britannique s'apprête à publier la liste des entreprises textiles britanniques les plus enclines au « *greenwashing* »

### Industrie

- *Make UK* et le cabinet de conseil *BDO* publient leur rapport sur les perspectives dans l'industrie manufacturière au premier trimestre 2022
- Le gouvernement prolonge les garanties financières accordées aux candidats britanniques à *Horizon Europe*

### Transport

- Les syndicats du transport ferroviaire menacent le gouvernement de grèves face aux mesures d'économies demandées au secteur

## Fait marquant

### Boris Johnson dévoile des éléments de la stratégie de sécurité énergétique à venir et mise sur le développement de l'énergie solaire

Alors que la stratégie portant sur la sécurité énergétique du RU devrait être dévoilée la semaine prochaine, Boris Johnson a indiqué lors d'une visite aux Emirats arabes unis que le RU entendait développer massivement les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire, utiliser plus efficacement les hydrocarbures se trouvant dans le plateau continental britannique et diversifier les sources d'approvisionnement pour compenser l'arrêt des importations en provenance de Russie. Selon [The Times](#), le Premier ministre souhaite mettre l'accent sur le développement de l'énergie solaire via de nouvelles incitations telles que l'octroi aux particuliers de prêts sans intérêt pour installer des panneaux solaires et une simplification des règles d'urbanisme pour autoriser la construction de petites fermes solaires sans permis de construire. Une source gouvernementale affirme que ces réformes pourraient augmenter les capacités électriques solaires de 14 GW actuellement à 50 GW d'ici à 2030, soit suffisamment d'énergie pour alimenter 15 millions de ménages. Le Gouvernement, toujours selon [The Times](#), étudierait également une relance du projet de construction d'une centrale nucléaire à Wylfa (Anglesey) dont la compagnie énergétique japonaise *Hitachi* s'était retirée en septembre 2020.

## Le chiffre de la semaine

59 %

Un [sondage](#) réalisé par *Opinium* pour le compte de l'*Energy and Climate Intelligence Unit* révèle qu'une majorité de Britanniques (59 %) seraient prêts à voir leur facture d'énergie augmenter si cela peut conduire à un affaiblissement de la Russie.

## Le graphique de la semaine

1,5 million de foyers britanniques chauffés au [fioul domestique](#) font face à une augmentation sensible des coûts dans le contexte de hausse des prix de l'énergie. Selon *Boiler Juice*, premier fournisseur de fioul domestique au RU, les prix s'élèvent désormais à 1,55£ le litre, contre 0,68£ le 24 février, jour où la Russie a lancé son offensive en Ukraine. La plupart de ces ménages, qui habitent en zone rurale, ne sont par ailleurs pas couverts par le plafonnement des prix de l'énergie (*price cap*), en vigueur au Royaume-Uni. *Energy Helpline*, qui compare les prix de l'énergie, affirme que de nombreux ménages pourraient se trouver en situation de précarité énergétique si les prix du pétrole se maintenaient durablement à un niveau élevé.



Source : Boiler Juice « UK average Home Heating Oil Prices »

## Climat & Energie

**Flash** – L'ancien secrétaire général de l'ONU [Ban-Ki Moon](#) appelle le Royaume-Uni à ne pas redémarrer son programme d'exploitation de gaz de schiste indiquant que cela n'est pas dans « l'intérêt de long terme de l'humanité ».

**Flash** – Le régulateur britannique [Oil and Gas Authority](#) (OGA) envisage, à la suite d'une requête du *10 Downing Street*, d'accorder un délai d'un an à *Cuadrilla*, la seule entreprise nationale de fracturation hydraulique pour sceller ses deux derniers puits (plus en activité depuis l'adoption du moratoire sur la fracturation hydraulique en 2019).

pour sceller ses deux derniers puits de forage. Cette annonce, qui intervient dans un contexte d'importante volatilité des prix de gaz, ne remet toutefois pas en cause le moratoire sur la fracturation hydraulique décrété par le Gouvernement en novembre 2019.

**Flash** – Une étude de l'[Energy and Climate Intelligence Unit](#) indique que la rénovation énergétique de six millions de logements classés de D à C entre 2009 et 2019 avait permis aux ménages y habitant d'économiser 200 £ par an, soit un montant de 1,2 Md£ au total.

**Flash** – Le Gouvernement pourrait étendre la durée d'exploitation de la centrale nucléaire de [Sizewell B](#) de 20 ans, soit jusqu'en 2055, pour renforcer la sécurité énergétique du Royaume-Uni.

**Flash** – Le ministre de la recherche, [George Freeman](#) organise une réunion avec les parties prenantes de la *Space Energy Initiative* visant à étudier la construction d'une ferme solaire dans l'espace. D'un montant de 16 Md£, cette ferme de plusieurs milliers de tonnes et d'une capacité de 2 GW pourrait être assemblée dans l'espace.

## Le gouvernement n'exclut pas de prolonger la durée d'exploitation des dernières centrales à charbon

Selon [The Times](#), *Downing street* serait en pourparlers avec *EDF Energy* pour déterminer si sa centrale à charbon de West Burton, dans le Nottinghamshire, qui doit être démantelée en septembre 2023, peut prolonger ses activités. Un porte-parole du Gouvernement a cependant précisé qu'aucune requête formelle n'avait été adressée à ce jour.

## Des députés conservateurs appellent à une réforme du système de subvention des énergies renouvelables

Selon [The Telegraph](#), certains responsables du parti conservateur ont appelé à une réforme du système de subventions vertes afin de permettre aux dividendes tirées des énergies renouvelables d'être directement versées aux consommateurs, sous la forme de baisse de leurs factures énergétiques. Dans le système en vigueur, lorsque les prix de l'électricité sont bas, les parcs éoliens et solaires reçoivent des subventions sous forme d'éco-prélèvements prélevés directement sur les factures des ménages. L'année dernière, cela représentait environ 30 £ sur un total de 176 £ de prélèvements verts inclus dans les factures d'énergie. A l'inverse, lorsque les prix de l'électricité sont élevés, les producteurs d'énergies renouvelables reversent une partie de leurs profits aux fournisseurs d'électricité. Des universitaires de l'*Energy & Climate Intelligence Unit* (ECIU) indiquent dans leur dernier rapport qu'au cours des six premiers mois de 2022, les producteurs éoliens et solaires pourraient rembourser près de 1,2 Md£ soit une économie potentielle d'environ 40 £ par ménage. Cette économie bénéficiera cependant aux fournisseurs, qui ne sont pas tenus de baisser leurs prix à due proportion, alors que le prix du gaz fait grimper le prix de gros de l'électricité et alourdit les factures énergétiques.

## Les prix de l'acier produit par *British Steel* augmentent de 25 % en raison de la hausse des coûts de l'électricité

Le prix de la tonne d'acier produite par [British Steel](#), deuxième producteur d'acier au Royaume-Uni, qui opère notamment l'usine de production de Scunthorpe dans l'Est de l'Angleterre, est passé ces derniers jours de 750 £ à près de 1 000 £. Cette augmentation pourrait fortement relever le coût de projets d'infrastructures majeurs, comme la construction de la première partie de la ligne à grande vitesse HS2, entre Londres et Birmingham.

# Environnement

Un rapport du CCC juge insuffisantes les mesures d'adaptation au changement climatique du gouvernement écossais



Dans un [rapport](#) intitulé « L'Écosse est-elle préparée au changement climatique » le *Climate Change Committee* (CCC), qui conseille le gouvernement britannique et chaque nation sur les sujets climatiques, pointe l'insuffisance des mesures prises par le gouvernement écossais pour protéger l'Écosse contre l'augmentation des températures et celle du niveau de la mer. La baronne Brown de Cambridge, présidente du comité sur l'adaptation du CCC, a déclaré que « l'action climatique ne se déployait ni à l'échelle, ni au rythme requis en Écosse ». Plus précisément, le rapport juge que les plans d'adaptation des infrastructures du pays sont incomplets, le comité évaluant que les ports, les aéroports, les télécommunications et les infrastructures numériques sont tous confrontés à des « risques climatiques substantiels ». De plus, le rapport souligne l'absence d'objectifs mesurables visant à réduire la demande en eau dans l'industrie, malgré le risque de sécheresse en Écosse.

## L'autorité de la concurrence britannique s'apprête à publier la liste des entreprises textiles britanniques les plus enclines au « greenwashing »

L'[autorité de la concurrence britannique](#), la *Competition and Markets Authority* (CMA), s'apprête à publier une liste d'entreprises textiles qui ne fourniraient pas suffisamment d'informations en matière d'étiquetage environnemental. La CMA s'est particulièrement focalisée sur les entreprises qui promeuvent des vêtements avec des matériaux dits « recyclés » et mettent en avant des labels dits « durables ». Cecilia Parker Aranha, directrice de la protection des consommateurs de la CMA, indique que 60 % des britanniques déclarent être prêts à payer 9 % de plus pour des produits respectueux de l'environnement. Il paraît donc crucial, selon elle, d'empêcher les déclarations environnementales mensongères des entreprises pour ne pas affecter la confiance des consommateurs et plus largement, la capacité du Royaume-Uni à décarboner le secteur du textile, hautement émetteur de CO2.

## Industrie

**Flash** – Le budget dédié à la [recherche et développement](#) (R&D) s'élèvera à 39,8 Md£ entre 2022 et 2025, soit le plus important montant jamais alloué, selon le ministère de l'énergie et de la stratégie industrielle (*BEIS*). Cet investissement doit permettre d'atteindre l'objectif d'un niveau de dépenses R&D atteignant 2,4 % du PIB d'ici 2027.

**Flash** – Le gouvernement a demandé à l'aciérie [Sheffield Forgemasters](#), qui fournit notamment l'industrie de défense et a été nationalisée à l'été 2021, de mettre fin à son contrat d'énergie avec *Gazprom*, qui lui permettait d'acheter du gaz à bas prix.

## Make UK et le cabinet de conseil BDO publient leur rapport sur les perspectives dans l'industrie manufacturière au premier trimestre 2022

La hausse des coûts de [production](#) (prix des intrants et de l'énergie, coûts logistiques, salaires) constitue la principale difficulté pour les producteurs interrogés. Ces derniers ne peuvent pas répercuter entièrement ces hausses sur leurs clients, ce qui se traduit par une contraction de leurs marges. Le conflit en Ukraine et les sanctions économiques prises contre la Russie devraient conduire à de nouvelles hausses des coûts de production (fret aérien et prix de l'énergie) et de l'approvisionnement en certaines matières premières (métaux notamment). Par ailleurs, le secteur manufacturier rencontre toujours des difficultés pour recruter de la main-d'œuvre

qualifiée, malgré des salaires en moyenne 12 % plus élevés que dans le reste de l'économie. En dépit de ces difficultés persistantes, les producteurs britanniques prévoient, dans leur majorité, d'augmenter leur volume d'investissements. Ils espèrent que les annonces budgétaires du printemps (*Spring Statement*) seront l'occasion de mesures visant à favoriser l'investissement des entreprises, notamment une prolongation de la mesure de suramortissement (*superdeduction*) en vigueur depuis avril 2021 et qui doit arriver à échéance au printemps 2023.

## Le gouvernement prolonge les garanties financières accordées aux candidats britanniques à *Horizon Europe*

George Freeman, secrétaire d'Etat pour la science, l'a annoncé dans une lettre ouverte adressée au secteur de la R&D. Les candidats britanniques dont les projets ont été retenus dans le cadre du programme européen de recherche *Horizon Europe* pourront continuer à bénéficier de cette garantie jusqu'en décembre 2022. Mise en place en novembre 2021, cette mesure permet aux chercheurs de percevoir les financements afférents aux projets retenus dans ce cadre, qui sont versés via l'organisme public *UK Research and Innovation*. Le gouvernement britannique a également confirmé qu'il souhaitait toujours signer avec l'Union européenne un accord d'association à *Horizon Europe*, une possibilité ouverte par l'Accord de commerce et de coopération signé en décembre 2020.

## Transport

**Flash** – Le ministère des Transports (*DfT*) a présenté à la Chambre des Communes le quatrième rapport sur l'avancement des travaux de la ligne ferroviaire à grande vitesse [HS2](#) (*High Speed 2*). Selon ce rapport, les travaux effectués entre septembre 2021 et janvier 2022 respectent les délais et les budgets fixés.

**Flash** – A partir du [18 mars](#), les passagers se rendant au Royaume-Uni ne seront plus soumis à aucune obligation sanitaire, quel que soit leur statut vaccinal : fin des tests avant et après l'arrivée pour les passagers non vaccinés et de l'obligation, pour l'ensemble des passagers, de remplir un *passenger locator form* avant leur arrivée au RU.

**Flash** – L'association *Sustrans*, en charge du *National Cycle Network*, a publié une étude sur les ouvrages [ferroviaires](#) historiques au RU (ponts, tunnels, quais) susceptibles d'être aménagés pour le cyclisme et la marche.

**Flash** – La direction du groupe [P&O ferries](#) a annoncé le licenciement, avec effet immédiat, de 800 marins sous contrat britannique (Jersey) et leur remplacement à très court terme par des employés d'un sous-traitant (qui propose de reprendre les marins licenciés) afin de réduire les coûts d'exploitation des lignes. Le trafic de la compagnie a été arrêté le 17 mars entre Calais et Douvres, avant que le groupe fasse cette annonce et pour une durée indéterminée, jusqu'à ce qu'elle soit en mesure d'armer ses navires. Les marins sous contrat français ne sont pas concernés par cette mesure, qui touche une dizaine de ports dans le monde.

## Les syndicats du transport ferroviaire menacent le Gouvernement de grèves face aux mesures d'économies demandées au secteur

Le ministère des Transports (*DfT*) exige des différents acteurs du système ferroviaire britannique – en premier lieu les opérateurs ferroviaires – qu'ils réduisent leurs [coûts de fonctionnement](#) pour un montant compris entre 1,5 Md£ et 2 Md£ en 2022. Le *DfT* estime que l'ampleur de l'aide accordée au secteur depuis le printemps 2020 (estimé à plus de 14 Md£) justifie ces demandes. Les syndicats et le *DfT* avaient négocié l'année dernière un accord garantissant que ces économies ne conduiraient pas à des licenciements et à des actions de débrayage de la part des employés, mais cet accord est arrivé à échéance à la fin de l'année 2021. Le *DfT* a proposé de procéder à des licenciements, notamment dans les emplois de maintenance au sein de *Network Rail* (gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire), ainsi qu'une dématérialisation des [tickets](#) afin de réduire les postes aux guichets. Les deux principaux syndicats du secteur – le *RMT (Rail, Maritime and Transport)* et la *TSSA (Transport Salaried Staffs Association)* – ont averti que toute mesure se traduisant par des licenciements ou une dégradation des conditions de travail conduirait certainement à des actions de grève.

## Le Royaume-Uni mise sur les technologies vertes dans le secteur de la construction navale

Dans le cadre de la dernière stratégie nationale de construction navale du gouvernement, le Royaume-Uni s'est engagé à financer le secteur des technologies marines vertes à hauteur de 200 M£. Robert Courts, ministre adjoint en charge du transport maritime, a notamment affirmé que ce financement reflétait l'ambition du Royaume-Uni d'acquiescer une position de leader dans la construction navale commerciale. Selon le [Financial Times](#), l'objectif affiché du Gouvernement est de développer un écosystème de start-ups capables de s'implanter sur le marché de la construction navale commerciale, dominé par des acteurs comme la Corée du Sud, le Japon et la Chine. Plus largement, le Gouvernement souhaite décarboner le secteur du transport maritime, qui représente au niveau mondial près de 3 % des émissions totales de CO2.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)